

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 3 OCTOBRE 2006

RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2006

(BRETAGNE)

NOR : ASET0651113M

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction de Bretagne (UNICEM Bretagne) agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- la fédération de l'industrie du béton de Bretagne (FIB) ;
- le syndicat des industries françaises du fibres-ciment (SIFF),

D'une part, et

L'union régionale construction-bois CFDT ;

L'union régionale CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955 à l'exception de celle d'extraction et/ou de transformation du granit qui fait l'objet d'une négociation particulière.

Il s'applique dans les départements suivants : Côtes-d'Armor, Finistère, Ile-et-Vilaine, Morbihan.

Article 2

Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté sont les suivants :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE minimal de qualification (en euros)
OM	120	5,04
OS 1	130	5,05
OS 2	140	5,06
OS 3	150	5,08
OQ 1	160	5,09
OQ 2	170	5,40
OQ 3	185	5,88
OHQ	200	6,35
Chef d'équipe 1.1	185	5,88
Chef d'équipe 1.2	200	6,35
Chef d'équipe 2	225	7,03

Article 3

Salaires minimaux garantis

A compter du 1^{er} octobre 2006, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants de la grille ci-après :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE minimal de qualification (en euros)	SALAIRE MENSUEL minimal de qualification (1) (en euros)
OM	120	8,30	1 258,86
OS 1	130	8,35	1 266,44
OS 2	140	8,40	1 274,03
OS 3	150	8,45	1 281,61
OQ 1	160	8,50	1 289,20
OQ 2	170	8,65	1 311,95
OQ 3	185	8,75	1 327,11
OHQ	200	9,05	1 372,61

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE minimal de qualification (en euros)	SALAIRE MENSUEL minimal de qualification (1) (en euros)
Chef d'équipe 1.1	185	8,75	1 327,11
Chef d'équipe 1.2	200	9,05	1 372,61
Chef d'équipe 2	225	9,70	1 471,20
(1) Les salaires mensuels sont calculés pour un horaire hebdomadaire de 35 heures soit pour un horaire mensuel de 151,67 heures.			

Article 4

Détermination des salaires minimaux

Conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minimaux englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 5

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 3.

Article 6

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction

départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les autres organisations signataires.

Fait à Rennes, le 3 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)